

L'invité

Evasion fiscale: chercher la cause ou punir?

Jonathan Ivinson*

«Des paradis fiscaux sont engagés dans une guerre économique contre les Etats-Unis et c'est l'honnête contribuable travailleur américain qui en est le perdant.» Tels sont les propos de Carl Levin, président du sous-comité du Sénat, dans son rapport sur les allégations de fraude fiscale impliquant LGT au Liechtenstein et UBS en Suisse.

Le consensus veut que le coût économique de la fraude fiscale soit supporté par ceux qui n'ont pas les moyens de mettre leurs actifs dans des comptes bancaires offshore. Néanmoins, le fait de rejeter l'opprobre de l'évasion fiscale sur les paradis fiscaux ou sur certaines institutions opaques tient d'un raisonnement beaucoup trop simpliste. La défaillance de la politique fiscale des gouvernements est presque toujours l'origine principale de ces maux!

Les Etats-Unis semblent supposer que leur loi a la priorité sur les lois nationales des pays d'accueil de leurs citoyens

Inévitablement, les pays les plus touchés par la fraude fiscale sont ceux qui ont un niveau de prélèvement fiscal excessivement élevé et où les obligations fiscales pesant sur les contribuables sont très importantes à tel point qu'elles sont difficiles à contrôler par ces mêmes administrations fiscales tant elles sont onéreuses. Le cas LGT illustre parfaitement cette vérité; c'est la meilleure indication de l'incidence de l'évasion fiscale sur un plan européen. Ainsi, sur les quelque 1400 titulaires de comptes mis au jour par ce scandale, 600 appartiennent à des citoyens allemands et



*Avocat associé du cabinet Hogan & Hartson, spécialisé en droit fiscal international. Il exerce au sein des bureaux de Londres et de Genève

seulement 100 sont anglais. Ce n'est pas que nous considérons que les citoyens anglais sont plus honnêtes que les Allemands, mais c'est probablement dû au fait que les plus-values sont taxées au taux de 50% en Allemagne alors qu'elles ne le sont qu'à 18% (à 10% jusque récemment) au Royaume-Uni!

Le faible niveau d'imposition des plus-values au Royaume-Uni a été une mauvaise nouvelle pour les avocats et les conseils en général. Lorsque le taux a été réduit à 10%, le besoin d'optimisation et d'expatriation fiscale a, de facto, diminué.

Beaucoup de personnes ont préféré payer une charge d'impôt de 10% et dormir les yeux fermés. Par contre, là où les taux sont toujours à 50%, il est inévitable que les tentations de prendre des risques afin d'optimiser sa fiscalité subsistent.

Toutefois, la mise en place d'un système d'imposition basé sur des taux raisonnables ne semble pas être au programme du gouvernement allemand à ce jour. En effet, sa politique est de conserver un taux élevé et, sans doute, de continuer à payer des informateurs avec des mallettes pleines de liquides... Ce n'est certainement pas une solution à long terme.

Alors qu'un taux élevé d'imposition est une des motivations d'évasion fiscale, la complexité et le manque de clarté en sont d'autres! Les Etats-Unis, par exemple, imposent les revenus étrangers des citoyens vivant hors de ses frontières. Devenir un citoyen américain ou y être né condamne à vie une personne à déclarer des impôts dans ce pays, sans tenir compte du fait de savoir si le citoyen en question y vit actuellement ou y a seulement mis les pieds depuis sa naissance. Ainsi, si vous êtes un citoyen américain travaillant à l'étranger vous payez des impôts sur vos revenus en bénéficiant d'un crédit d'impôt pour les impôts payés à l'étranger. Dans les faits, pour

beaucoup de citoyens américains travaillant à l'étranger, il y a peu ou pas d'impositions supplémentaires mais l'obligation déclarative reste néanmoins pesante.

Le système d'imposition américain ressemble à la chanson «Hotel California» du groupe Eagles, «vous pouvez être dehors aussi longtemps que vous le voulez mais vous ne pouvez pas partir». En effet, vous pourriez quitter le pays mais la responsabilité de déclarer votre revenu et de payer l'impôt sur ce revenu ne sera jamais éteinte, à moins que vous ne renonciez à votre citoyenneté et que vous ne payiez une exit tax sur la valeur réelle de vos actifs. C'est d'ailleurs ce même principe d'extraterritorialité qui rend les citoyens américains vivant à l'étranger soumis à la loi américaine.

Ce principe d'extraterritorialité comporte un inconvénient important en pratique. Qui est censé mettre en application la loi américaine en dehors des Etats-Unis? Le contrôle des lois d'un Etat dans un autre territoire est considéré, à juste titre, comme de l'ingérence indésirable, du moins dans le domaine fiscal.

On peut concevoir que l'absence de conformité par les citoyens américains vivant à l'étranger à leurs obligations fiscales n'est probablement pas due à une intention d'échapper à l'impôt, mais simplement une conséquence d'un système fiscal excessivement rigide et pénible qui cherche à être applicable à l'extérieur de ses frontières.

Pour rendre applicable ce système de vérification déclarative à l'encontre de citoyens américains vivant ou investissant hors des frontières américaines, les Etats-Unis doivent en effet demander l'aide des administrations fiscales étrangères. Au lieu d'être reconnaisants pour cette aide qui leur est fournie, les

Etats-Unis semblent supposer que leur loi a la priorité sur les lois nationales des pays d'accueil de leurs citoyens. Or c'est cette aide qui a pour conséquence de faire du système d'extraterritorialité une réalité au-delà d'un simple idéal théorique.

Selon Adam Smith, les impôts doivent être proportionnels et faciles à recouvrer. Ces principes basés sur une compréhension réaliste et pragmatique de la nature humaine n'ont pas été approuvés par l'Allemagne, le Royaume-Uni ou d'autres pays membres de l'OCDE. Le célèbre adage du dernier président des Etats-Unis selon lequel «si vous avez partagé en deux le taux d'imposition vous avez doublé le montant de l'impôt» entraîne d'une part que les taux faibles créent des opportunités d'investissement qui se traduisent par une croissance plus élevée et une augmentation du revenu imposable. D'autre part cela implique que les taux faibles augmentent sensiblement le niveau du devoir d'obligations fiscales, déclaratives, etc. Cela s'est avéré en pratique.

Le débat sur les causes et les solutions de l'évasion fiscale internationale est nécessaire, davantage que de chercher des boucs émissaires. Si les paradis fiscaux sont considérés comme livrant une guerre économique aux Etats-Unis, nous verrons bientôt des appels visant à bannir les paradis fiscaux. Quelles en seraient les conséquences? Des sanctions économiques?

Avant tout cela, il doit y avoir de la part de la Suisse et des Etats-Unis une volonté d'examiner et de statuer entre ce qui doit être considéré comme un conflit avec une loi nationale et l'adoption d'un code de conduite.

Comme il existe d'autres moyens peu sophistiqués d'évasion fiscale, tels que le coffret anonyme, le trésor enfoui dans le jardin ou tout simplement le bas de laine caché sous le matelas, mieux vaut donc rechercher les causes du mal avant de punir aveuglément.